



BORA
6 rue Raoul Nordling
92277 Bois-Colombes Cedex

www.grtgaz.com

**Réponse de GRTgaz à la consultation de la CRE
relative à la commercialisation des capacités de
transport entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de
GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à compter
du 1^{er} avril 2014**

25/06/2013

**Réponses de GRTgaz à la consultation publique de la CRE relative à la
commercialisation des capacités de transport entre les zones GRTgaz Nord, GRTgaz
Sud, TIGF et l'Espagne disponibles à compter du 1^{er} avril 2014**

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de 4 ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

GRTgaz partage ce besoin et souligne que cette durée concourt à la visibilité tarifaire quant à l'ajustement des tarifs d'accès au réseau, au bénéfice de l'ensemble des acteurs du marché.

GRTgaz considère que cette visibilité pourrait encore être accrue, par exemple en ouvrant la souscription sur 15 années comme le permet le code de réseau CAM, et en ouvrant la souscription à 100% des capacités commercialisables à la seule exception des minima à conserver en offre court terme.

Sur ce point la perspective d'une fusion au cours de la période n'est pas un facteur limitant, le paiement des capacités souscrites pouvant être suspendu à l'horizon de la fusion.

Question 2 : Etes vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit de recalage à compter du 1^{er} avril 2014 à la liaison Nord-Sud ?

GRTgaz considère qu'il revient aux acteurs du marché de se prononcer sur ce point.

Question 3 : Etes-vous favorables aux modalités de commercialisation envisagées ?

GRTgaz est favorable à une commercialisation en octobre 2013 du produit de recalage avril 2014-septembre 2014 qui permet au marché de bénéficier de visibilité en termes de commercialisation et d'ajustement tarifaire.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1^{er} octobre 2014 ?

La CRE propose de commercialiser les parts suivantes des capacités disponibles - 100%, 50%, 25%, 25% - respectivement sur les années démarrant au 1^{er} octobre 2014, 1^{er} octobre

2015, 1^{er} octobre 2016 et 1^{er} octobre 2017. GRTgaz ne voit pas d'obstacle à ce que la part des capacités disponibles commercialisée soit de 100% sur ces différentes échéances, mais également sur des échéances plus longues.

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Une telle règle, certes compatible avec l'article 2.5 du code réseau CAM, serait une spécificité française.

PRISMA, plateforme européenne de référence pour commercialiser les capacités au format CAM, ne prévoit pas d'évolution de ses algorithmes pour répondre à cette spécificité. Le coût d'un tel développement serait donc imputé intégralement à GRTgaz. En tout état de cause un tel développement ne pourrait techniquement pas être implémenté pour mars 2014 et ne pourrait être envisagé que pour la session d'enchères de mars 2015.

Si la CRE devait confirmer son souhait de limiter les demandes individuelles, GRTgaz propose une solution alternative de mise en oeuvre :

- Une règle exprimée ex ante par la CRE avec l'annonce de mesures fortement dissuasives pour tout contrevenant, à fixer par la CRE,
- Un écrêtement ex post de tout contrevenant avec remise à disposition du marché des capacités indûment obtenues,
- La commercialisation de ce surplus serait alors réalisée par un deuxième tour d'enchère qui ne serait ouvert qu'aux seuls expéditeurs n'ayant pas restitué de capacité,
- Afin d'éviter toute dérive vers de multiples tours d'enchères, une mesure dissuasive devrait être envisagée (par exemple reprendre à un contrevenant une part de capacité supérieure au strict écrêtement).

Cette solution serait viable à court terme et éviterait une évolution coûteuse du système d'information et de PRISMA.

GRTgaz propose d'appliquer ce mécanisme aux seules capacités fermes annuelles (voire trimestrielles), seul produit susceptible d'offrir un accès permanent et sécurisé à la zone Sud.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014 les capacités disponibles à compter du 1^{er} octobre 2014 ?

Tout comme pour la question 3, GRTgaz est favorable à toute commercialisation qui favorise la visibilité.

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels ?

GRTgaz se tient prêt à étudier les conditions pratiques de mise en œuvre de l'une ou l'autre des solutions.

Nous attirons l'attention sur le fait que la proposition d'Elengy est susceptible d'impacter les règles convenues en Concertation Gaz sur la répartition des capacités entre la liaison Nord-Sud et l'injection au PITS Nord Atlantique. Si tel était le cas, la mise en œuvre de cette proposition d'Elengy nécessiterait donc une phase de Concertation approfondie avec tous les acteurs concernés.

Concernant la possibilité de réserver 50 GWh/j à la commercialisation de capacités mensuelles interruptibles, GRTgaz ne voit pas de raison de ne pas proposer l'ensemble des capacités interruptibles sous forme annuelle, les capacités restées non-souscrites étant ensuite re-proposées sous forme trimestrielle puis mensuelle, toute souscription annuelle étant de nature à donner de la visibilité au marché sur le plan tarifaire.

Par ailleurs, GRTgaz juge que le fait, sur une part des capacités, d'adapter les conditions de disponibilité, ainsi que les échéances de commercialisation, pour les mettre en lien avec les émissions de Montoir, est de nature à améliorer la visibilité des acteurs sur la disponibilité de ces capacités, et justifie de ce fait d'adapter le tarif de commercialisation en conséquence.

Pour conclure, GRTgaz note que des réflexions additionnelles sur ces aspects, qu'il s'agisse des échéances de commercialisation ou de la tarification des capacités, seront nécessaires. Elles devront être menées dans le cadre de la Concertation Gaz, et impliqueront nécessairement des délais de mise en œuvre.

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

GRTgaz ne voit pas d'obstacle à commercialiser à compter d'octobre 2014 l'intégralité des capacités disponibles, sur des échéances pouvant excéder quatre ans, ce mode de commercialisation contribuant à offrir la meilleure visibilité tarifaire.

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1^{er} avril 2014 ?

GRTgaz constate que le couplage a un effet bénéfique sur la liquidité court terme au PEG Sud, qui est de nature à soulager la situation de la zone Sud. Par ailleurs, il constitue un mode complémentaire de commercialisation qui permet de toucher des catégories différentes d'acteurs de marché par rapport aux modes classiques de commercialisation.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Le CRCP vise à équilibrer, sur la durée, les charges et produits du transporteur afin d'assurer la couverture des coûts avec un impact tarifaire lissé. GRTgaz considère que les recettes d'enchères, y compris les éventuels sur-revenus, peuvent contribuer à cet objectif. GRTgaz n'est donc pas défavorable au reversement au CRCP.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

GRTgaz considère que les éventuels excédents seraient certainement signe d'une congestion et pourraient à ce titre opportunément contribuer à financer un investissement qui viserait à fluidifier le réseau.

Toutefois, en l'absence de mécanisme permettant d'éviter le frottement fiscal, GRTgaz partage l'avis de la CRE afin d'éviter que seule une partie des éventuels excédents ne soit effectivement disponible.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France.

En cas de redistribution du sur-revenu des enchères sur une base annuelle, GRTgaz est favorable à une redistribution via un compte de neutralisation à destination des clients ciblés se basant sur les recettes réelles.

Par ailleurs, le mécanisme de redistribution qui serait retenu ne doit pas constituer un frein au financement de mécanismes contractuels qui pourraient être mis en œuvre avec les opérateurs adjacents en vue d'accroître les capacités Nord-Sud proposées. Dans ce cadre, le principe de redistribution de l'intégralité du sur-revenu peut ne pas s'avérer adapté.

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

De manière cohérente avec toutes les souscriptions de capacités et les préoccupations de visibilité tarifaire, GRTgaz préconise une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites.

Question 16 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1^{er} avril 2015 ?

Pour GRTgaz il conviendra de s'assurer que les éventuels excédents de recettes soit alloués à une juste couverture des coûts respectifs.